



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial*

**ARRÊTÉ préfectoral n°2025/ICPE/522 portant prescriptions complémentaires  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société NORPAPER à NANTES**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2002/ICPE/286 du 5 novembre 2002 autorisant la société NORPAPER NANTES à poursuivre l'exploitation d'une papeterie sur le territoire de la commune de Nantes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017/ICPE/208 du 25/09/2017 modifiant l'arrêté préfectoral n°2002/ICPE/286 du 5 novembre 2002 ;

**Vu** la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société NORPAPER NANTES le 7 avril 2022 concernant le transfert de l'exploitation de la chaufferie industrielle ;

**Vu** la déclaration de changement d'exploitant de la chaufferie transmise le 28 mars 2025 par la société DALKIA ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 12 décembre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société NORPAPER NANTES le 17 décembre 2025 ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant formulées ;

**Considérant** que le projet, qui consiste en un transfert de l'exploitation de la chaufferie industrielle à la société DALKIA :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

**Sur** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

### **ARRÊTE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

La société NORPAPER NANTES, dont le siège social est situé Boulevard Benoni Goullin à NANTES (44200), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, pour la poursuite de l'exploitation de l'usine de fabrication de papier située à cette adresse.

#### **Article 2 - Tableau de classement**

Le tableau de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 5 novembre 2002 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
3610-b	Fabrication, dans des installations industrielles, de : b) Papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour	Q moyenne = 175 t/jour Q maxi = 230 t/jour	A
2430-a	Préparation de la pâte à papier, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610.a. La capacité de production étant : a) Supérieure à 10 t/j	Q maxi = 250 t de pâte par jour	A
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Q = 7 000 m <sup>3</sup>	E
1530-2	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux	V total = 12 000 m <sup>3</sup>	DC

	combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>		
1532-2-b	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Volume total = 5 000 m <sup>3</sup>	D
1414-3	Installations de remplissage de gaz inflammables liquéfiés de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Débit = 2,4 m <sup>3</sup> /h	DC

### **Article 3 – Périmètre géographique autorisé**

L'article 3.1 de l'arrêté du 5 novembre 2002 susvisé est complété par la disposition suivante :

« A compter de la déclaration de changement d'exploitant reçue le 28 mars 2025, le local où se situe la chaufferie est exclu du périmètre autorisé du site. »

### **Article 4 – Suppression des prescriptions applicables à la chaufferie**

L'article 10.4 de l'arrêté du 5 novembre 2002 susvisé est abrogé.

### **Article 5 – Sanctions**

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

### **Article 6 - Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision



leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de **deux mois** à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-45 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture **prévue au même article**.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'un présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

#### **Article 7 - Publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société NORPAPER NANTES, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée à la maire de la commune de Nantes.

#### **Article 8 - Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, la Maire de la commune de Nantes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 22 décembre 2025

**LE PRÉFET,**  
**Pour le préfet et par délégation,**  
**la secrétaire générale**

  
Dominique YANI